



2023 : L'INÉVITABLE EFFONDREMENT ?

« À l'automne de cette année-là, l'établissement carcéral de la Vienne se retrouvait au bord du précipice, touché par un cruel manque de personnels lié à de nombreux départs et trop peu d'arrivées. Prédit par la CGT Pénitentiaire depuis des années, ce fléau n'avait de cesse de s'accroître par un nombre d'arrêts maladie toujours plus important, les quelques « survivants » de ce navire qui sombre lentement étant touchés par l'épuisement professionnel (préliminaire au terrible « burn-out »)...

Face à cette prison au bord de l'implosion, l'Administration Pénitentiaire sera-t-elle en capacité de sauver le C.P. de Poitiers-Vienne ?... »

Tel pourrait être le synopsis du film catastrophe que vivent actuellement les personnels de notre établissement... mis à part que cela n'a rien de fictif.

Au vu du nombre de places qui nous est gracieusement offert pour la prochaine campagne de mobilité (huit !!!), le sort de notre lieu de travail semble enfin préoccuper notre Administration, trop tardivement hélas, et il n'est donc pas surprenant que nos collègues craquent petit à petit. Du coup, certain(e)s de nous ont des scrupules à se mettre en arrêt alors qu'ils en auraient besoin, aggravant ainsi leur santé pour ne pas laisser les autres « dans la merde » - comme on entend souvent. Et bien sûr, la corde finit inéluctablement par céder.

Les chocs psychologiques liés aux nombreux suicides / décès, la surpopulation carcérale, les difficultés relationnelles entre surveillants et encadrants (ou l'impossibilité pour certains de ces derniers à gagner le respect de leurs subordonnés), les arrangements à la tête du client, le manque de communication, l'éloignement familial, les salaires peu attractifs (à moins de faire beaucoup d'heures supplémentaires, ce qui use encore plus la santé des (in)volontaires), le rythme de travail... Autant d'éléments qui s'accumulent et poussent de plus en plus d'entre nous à fuir cette profession.

La « catégorie B au rabais » qui se profile à l'horizon (dont l'application en janvier 2024 n'est même pas sûre) ne sera certainement pas la solution. Bien que réclamée depuis plus de vingt ans par la CGT Pénitentiaire, cette réforme arrive bien trop tardivement : ce n'est pas lorsqu'on est enlisés jusqu'au cou qu'on peut espérer se sortir des sables mouvants ! Et ne comptons pas non plus sur les contractuels (une carte « joker » sur laquelle nos hauts dirigeants misent certainement beaucoup trop) pour espérer apercevoir la sortie de cet enfer ; d'ailleurs, le temps du recrutement et de la formation, ceux-ci n'intégreront pas nos troupes avant la fin du premier semestre 2024 (dans le meilleur des cas).

Situation loufoque et hautement révélatrice en outre : le dimanche 18 septembre dernier, un groupe de détenus de la M.A.H. sorti en promenade refusait de réintégrer le bâtiment, ayant pour revendication... davantage de surveillants ! Bien que cette démarche ait pour unique but le maintien d'activités pour se distraire (et non le bien-être des personnels), force est de constater que toutes les personnes présentes en nos murs sont insatisfaites par la politique carcérale actuelle et la subissent avec force douleur.

Autre conséquence d'une telle carence : les trafics - qui, directement liés au manque de professionnels, se font plus aisément. Par ricochet, des pressions sont exercées par certains caïds sur des détenus plus faibles, qui préfèrent alors rester casernés dans leur cellule et finissent par attenter à leur vie, ne supportant plus une telle étreinte et n'ayant même plus d' « hommes en bleu » à qui se confier. Notre Administration se rend-elle compte qu'elle est indirectement responsable de certains suicides ?

Comment briser cette spirale infernale de l'absentéisme ? (Les agents étant seuls aux étages s'épuisent et finissent par se mettre en arrêt pour préserver leur santé physique et mentale - lorsqu'il n'est pas trop tard - laissant du fait leurs homologues face à toujours plus de solitude et d'impuissance). Que faire pour juguler une telle situation et stopper l'hémorragie ? L'indispensable réorganisation des services ne suffira pas à elle seule à remédier à tant de maux. En effet, beaucoup d'entre nous perdent tout espoir et toute confiance en nos dirigeants (eux aussi dépassés et impuissants face à une telle crise), se sentant délaissés par une hiérarchie qui s'adresse à eux comme ils ne le feraient pour nos pensionnaires, ou qui fait preuve de mépris en n'apportant aucun retour à leurs écrits professionnels, aucune écoute à leur mal-être. Pourtant, ce dont ont besoin les agents en ces temps difficiles - où l'on sait que des effectifs supplémentaires tarderont à venir - c'est avant tout du soutien et de la bienveillance des supérieurs...

Voilà un tableau bien noir (mais bien réel) dépeignant l'état de délabrement actuel de nos troupes. Une situation que la CGT Pénitentiaire refuse toutefois de voir comme une fatalité : nous ne baisserons pas les bras et continuerons le combat afin de défendre les intérêts de toutes et tous, portant haut la voix d'un personnel en souffrance jusqu'à ce qu'elle se fasse entendre, dénonçant ces conditions de travail indignes, et gardant toujours l'espoir de voir renaître une réelle cohésion d'équipe entre les professionnels de tous corps. Ce n'est que de cette façon que nous réussirons à nous dépêtrer de cette mauvaise passe : ensemble, **tous ensemble**.

Le bureau local,
04 octobre 2023